



Comité social d'administration de réseau des DDI du 4 février 2025

Déclaration liminaire CFDT

Mme la Présidente,
Mesdames, Messieurs,

Le froid s'abat sur les agents publics... le gouvernement a tranché : les agents publics ne verront pas d'amélioration de leur pouvoir d'achat en 2025. Le ministre de la Fonction publique, Laurent Marcangeli, a confirmé que le point d'indice resterait gelé et que la Garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) ne serait pas versée cette année. Pour la CFDT c'est inacceptable.

Madame la présidente en plus d'avoir froid, les DDI ont peur... 2024 a été une année très difficile, en termes de budget et 2025 s'annonce pire.

Ainsi par exemple en 2024 le baromètre social indique que 40 % des agents ont dû renoncer à une formation soit autant qu'en 2020, année du Covid où aucune formation ou presque n'était possible. La situation est plus qu'inquiétante, comment voulez-vous que les agents se forment, évoluent, contrôlent, fassent leur travail s'ils ne peuvent se déplacer !

Mais, ce n'est pas tout, un certain nombre d'agents, comme en DDETS 69, ne peuvent pas se restaurer le midi faute de conventionnement validé pour le MI. La seule réponse « on n'a pas d'argent » n'est pas satisfaisante. Nous attendons de vous une réponse rapide à une solution qui dure depuis plus d'un an. Les agents de la DDETS 69 perdent patience et la colère monte !

Sur le sujet de la DDETSPP 79 nous ne pouvons que nous demander ce que fait le MI ? En plus de ne pouvoir nourrir les agents dont il a la charge, il laisse perdurer des situations contraires aux textes, au bien être des agents. Malgré les interventions de M. Delmon la situation dans cette DDETSPP ne s'améliore pas. Comment une situation de télétravail « forcée » peut-elle encore perdurer ? Nos alertes sont fréquentes, les réponses de la direction de la DDETSPP en question sont trompeuses et, au final, ce sont les agents qui en pâtissent. En plus comme cela ne suffisait pas, cette même direction a ouvert un nouveau front sur les jours de fermeture 2025 avec une mauvaise foi qui laisse pantois... tout comme la fameuse intelligence locale que vous nous servez à chaque CSA. La CFDT souhaite une intervention de Monsieur le secrétaire général afin de rétablir un dialogue social sain et de mettre fin au télétravail « forcé ».

Mme la Présidente les agents des DDI sont un peu perdus, ils sont exclus de certaines avancées de leur ministère d'appartenance, par exemple la charte QVCT du MASA ne s'appliquera pas aux agents du ministère qui sont en DDI... Ils ne sont pas concernés par le plan égalité du ministère de l'intérieur et quand on leur parle budget on leur répond ATE, quand ils demandent quand cela sera régularisé leur salaire on leur répond que c'est leur ministère qui n'a pas fait le nécessaire.

En attendant, d'un point de vue RH, qualité de vie au travail et égalité, les 31 000 agents des DDI naviguent à vue et cela ne saurait être satisfaisant.

Nous souhaitons des avancées concrètes en matière de RH et demandons sur ces 2 thèmes évoqués plus haut des groupes de travail aboutissant sur des mesures concrètes pour les agents en DDI.